



## Modèle de rapport d'achèvement pour le Fonds de préparation du FCPF du pays participant REDD+

### About this template

The Grant Agreements for the Readiness Fund of the FCPF with the World Bank require the grant recipients to prepare and furnish to the World Bank a Completion Report in accordance with the provision of Section 2.06(b) (ii) of the Standard Conditions not later than six (6) months after the Closing Date of the grant. The REDD+ Country Participants who entered into a Grant Agreement with the World Bank should prepare the Completion Report using this template, and submit it to the World Bank Task Teams not later than six (6) months after the Closing Date of the grant.

**Date de soumission :** 17 mai 2023

<b>Nom du projet</b>	<b>Activités additionnelles de préparation à la REDD+</b>
<b>Pays</b>	Burkina Faso
<b>Agence de mise en œuvre</b>	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement
<b>Objectifs du don</b>	Renforcer l'environnement favorable du pays pour l'émergence de la REDD+ et d'autres initiatives de financement carbone, y compris une stratégie nationale socialement et écologiquement rationnelle et d'autres systèmes de gouvernance clés pour la mise en œuvre de la REDD+.
<b>Montant initial (USD)</b>	3,070,000
<b>Montant révisé (USD)</b>	3,070,000
<b>Réel Décaissé (USD)</b>	2,927,443
<b>Date d'entrée en vigueur</b>	15/10/2020
<b>Date de clôture initiale</b>	31/12/2022
<b>Date de clôture réelle</b>	31/12/2022

### 1. Résultat global et sa durabilité

Grâce au don additionnel, le pays a pu faire des progrès significatifs dans la mise en place des piliers de la REDD+ à savoir : (i) la validation de la stratégie nationale REDD+ par le Comité national REDD+ ; (ii) la soumission du niveau de référence des forêts au Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) après révision ; (iii) les progrès réalisés dans la mise en place du système national de surveillance des forêts que sont la mise en place du laboratoire géomatique et l'évolution vers une nouvelle méthodologie de collecte des données d'activités moins onéreuse et chronophage et (iv) la progression vers l'élaboration du système d'information sur les sauvegardes avec la proposition des options stratégiques affinées de la REDD+.

Le don additionnel a également permis d'élaborer de nouveaux projets REDD+ et de mobiliser des financements pour leur mise en œuvre.

Grâce au don additionnel, le Secrétariat Technique National REDD+ a pu conduire un plaidoyer pour son érection en Secrétariat Permanent pour la REDD+ (SP/REDD+) directement rattaché au Cabinet du Ministre. Ainsi, il aura une équipe de fonctionnaires beaucoup plus grande, payée par le Budget de l'Etat et dédiée exclusivement à la mise en œuvre de l'agenda REDD+ du pays. Le SP/REDD+ bénéficiera aussi d'un budget provenant de l'Etat pour son fonctionnement. Ceci signifie que même en l'absence de projets et programmes, le Burkina Faso s'inscrit durablement dans la mise en œuvre de la REDD+.

On peut ajouter à ce qui précède, la future construction du siège du SP/REDD+ grâce aux financements du Projet de Gestion durable des Paysages Communaux pour la REDD+ (PGPC/REDD+), ce dernier étant lui-même l'un des résultats de la préparation à la REDD+. Le PGPC/REDD+ a reçu un financement de la Banque mondiale de 125 millions de USD et une contrepartie de 12 millions de USD pour la mise en œuvre des options stratégiques de la Stratégie Nationale REDD+. Il est en cours d'exécution.

L'introduction de la REDD+ dans les politiques sectorielles constitue également une approche de pérennisation de la REDD+ en faisant de ses objectifs, une mission régaliennne des différents secteurs du développement rural.

## 2. Résultat de chaque activité du don de préparation

Activités	Résultats
Intégration de la REDD+ dans les stratégies sectorielles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les options stratégiques de la REDD+ ont été intégrées dans les principaux référentiels de développement du Pays à savoir le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES II) et le Plan Stratégique National d'Investissement Agro-Sylvo-Pastoral (PNIASP) 2021-2025.</li> <li>• Un rapport de diagnostic sur le renforcement de la convergence entre la REDD+ et les stratégies sectorielles a été élaboré. Le rapport décline une approche d'intégration de la REDD+ dans les politiques sectorielles qui ne la prennent pas encore en compte. Le rapport sert donc de guide pour l'intégration de la REDD+ dans les politiques sectorielles à chaque fois que celles-ci seront en révision.</li> <li>• Un module d'introduction de l'éducation environnementale en lien avec la REDD+ dans les curricula d'éducation a été élaboré et des enseignants ont été formés pour le tester. L'expérimentation du module s'est déroulée au cours de l'année scolaire 2021-2022 dans 12 écoles réparties dans les régions du Sahel, des Hauts Bassins et du Centre.</li> <li>• De multiples formations ont été organisées et ont ciblé l'ensemble des catégories de parties prenantes.</li> <li>• Trois (03) échanges sud-sud ont permis un partage d'expériences avec le Mali, le Niger, la Côte d'Ivoire, Madagascar, le Cameroun, la République du Congo et la République Démocratique du Congo.</li> <li>• Trois (03) modules de formation sur la REDD+ ont été développés ainsi qu'un guide de compréhension de la REDD+ au Burkina Faso. Ces documents servent à la promotion de la REDD+ auprès d'une large audience.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux (02) nouveaux projets REDD+ ont été développés, le Projet de Gestion durable des Paysages Communaux pour la REDD+ (PGPC/REDD+) et le Projet de Carbone Agricole du Burkina Faso (BUFACAP). Le PGPC/REDD+ a reçu un financement de la Banque mondiale de 125 millions de USD et une contrepartie de 12 millions USD. Il est en cours de mise en œuvre.</li> <li>• Tous les projets REDD+ s'inscrivent dans la vision du Programme de Réduction des Emissions du secteur AFOLU du Burkina Faso.</li> </ul>
Cadre de mise en œuvre et de concertation pour la REDD+	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Secrétariat Permanent pour la REDD+ (SP/REDD+) qui est la mutation du Secrétariat Technique National REDD+ compte actuellement vingt (20) agents de l'Administration publique, deux (02) spécialistes (juriste et informaticien), une (01) secrétaire de direction, un (01) chauffeur et un (01) agent de liaison. Ce personnel connaîtra bientôt une évolution eu-égard aux nouvelles missions qui sont attribuées au SP/REDD+. Il a en outre, un (01) assistant technique international REDD+, deux (02) assistants techniques nationaux (en plaidoyer et en questions institutionnelles) et plusieurs autres consultants et bureaux d'études.</li> <li>• Les agents du SP/REDD+ ont bénéficié de nombreuses formations touchant aux thématiques suivantes : évaluation environnementale et sociale stratégique, télédétection, cartographie, élaboration des équations allométriques, suivi-évaluation, montage des projets, droits carbone, intégration de la REDD+ dans les politiques sectorielles.</li> <li>• Les organes de pilotage, de concertation et d'exécution du processus REDD+ (SP/REDD+, Comité national REDD+, Comité régional REDD+, Cellule technique régionale REDD+, Comité communal REDD+, Cellule technique communale REDD+, Plateforme nationale REDD+, Plateforme régionale REDD+ et Plateforme communale REDD+) qui dirigent le processus de préparation à la REDD+ et la coordination de sa mise en œuvre sont en place et opérationnels au niveau central et dans 6 régions (Est, Centre-Sud, Centre-Ouest, Boucle du Mouhoun, Sud-Ouest et Hauts Bassins). Ces organes ont joué un rôle déterminant lors de la préparation du PGPC/REDD+, notamment à travers la validation du document de projet au niveau national par le Comité national REDD+ et la validation des Projets de Développement Intégré Communaux pour la REDD+ (PDIC/REDD+) au niveau communal par les Comités communaux. Ces organes seront également impliqués dans le suivi-évaluation tout au long de la mise en œuvre du PGPC/REDD+.</li> <li>• Chaque année, au moins deux (02) rencontres ont ciblé directement les organisations de la société civile et le secteur privé. En plus, les consultations en relation avec les études clés comme l'évaluation environnementale et sociale stratégique (EESS) ont impliqué ces acteurs à travers les organes de la REDD+ à diverses échelles permettant par la même occasion, de faire fonctionner ces organes.</li> <li>• Une revue du cadre juridique a été conduite et est en cours de mise à jour par la Direction des Affaires Juridiques et du Contentieux (DAJC) du ministère en charge de l'environnement.</li> <li>• Un diagnostic des droits carbone et foncier au Burkina Faso a été élaboré avec une proposition des options de qualification de ces droits. Le diagnostic a permis de faire une proposition de texte de loi pour encadrer</li> </ul>

	<p>les droits carbone au Burkina Faso. Avec les financements du PGPC/REDD+ et la mise en place d'un cadre de crédit normalisé (CNC/SCF) au Burkina Faso, le texte sera révisé en 2023 et adopté au courant de 2024.</p>
<p>Développement de la Stratégie nationale REDD+</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La stratégie nationale REDD+ a été validée par le Comité national REDD+. Cette validation a eu lieu suite à un large processus de consultation des parties prenantes depuis le niveau communal jusqu'au niveau national à travers les organes de la REDD+. La Stratégie Nationale REDD+ va être dotée d'un plan d'action et validée au courant de 2023 grâce aux financements du PGPC/REDD+.</li> <li>• Trois (03) vagues de consultation additionnelles ont été conduites et ont permis d'affiner les options stratégiques de la REDD+ et de progresser avec l'EESS de la stratégie nationale REDD+.</li> <li>• Un bureau d'études et un assistant technique international en EESS ont été recrutés pour l'élaboration de l'EESS.</li> <li>• L'auto-évaluation et le R-Package du Burkina Faso ont été validés par le Comité national REDD+ et soumis au Comité des participants du FCPF qui les ont aussi approuvés.</li> <li>• Une note d'idée de programme pour le programme de réduction des émissions a été élaborée et validée par l'initiative LEAF Coalition. Le PGPC/REDD+ constitue le premier projet du programme de réduction des émissions (Programme-RE) et ses résultats de performance carbone seront certifiés par le standard ART-TREES et potentiellement vendus sur la plateforme qu'offre LEAF Coalition.</li> </ul>
<p>Système de suivi des forêts, du carbone et des co-bénéfices</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le Système National de Surveillance des Forêts (SNSF) a été conçu, des arrangements institutionnels définis et des procédures opérationnelles standards ont été élaborées. Son opérationnalisation se met progressivement en place.</li> <li>• Des facteurs d'émission relatifs au carbone racinaire ont été produits.</li> <li>• Des statistiques forestières ont été produites grâce à l'outil Collect Earth de la FAO et serviront pour la révision du niveau de référence des forêts.</li> <li>• Une évaluation des arrangements institutionnels a été réalisée grâce à l'outil REDDCompass et des gaps à couvrir ont été identifiés.</li> <li>• Les acteurs du système de mesure, notification et vérification (MNV) ont reçu plusieurs formations dont les plus pertinentes sont l'utilisation de l'outil Collect Earth, l'élaboration des équations allométriques, la comptabilisation carbone du secteur forestier, l'utilisation des outils de suivi carbone comme Ex-ACT et Kobo collect.</li> <li>• Un laboratoire géomatique a été mis en place et équipé en ordinateurs, imprimante format A0, serveur, drones (02), GPS et autres matériels pertinents.</li> <li>• Un diagnostic du Système d'Information Environnementale a été effectué pour identifier les gaps à combler avec une proposition des co-bénéfices REDD+ à collecter.</li> </ul>
<p>Partage de connaissances</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une stratégie de communication pour la REDD+ a été élaborée avec la proposition d'un plan d'action.</li> <li>• Un assistant en communication a été recruté pendant deux (02) années. Entre autres activités, ce dernier a appuyé l'élaboration des bulletins d'information trimestriels, le développement d'un répertoire de l'ensemble des parties prenantes à la REDD+, l'animation des plateformes</li> </ul>

	<p>du STN/REDD+ sur les réseaux sociaux, la préparation du volet communication des ateliers...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le pays a participé à la COP 25 de la CCNUCC en Espagne, à la COP 26 à Glasgow et à la COP 27 à Sharm El Sheick où l'expérience et les leçons apprises par le pays ont été partagées et ont suscité des partenariats techniques et financiers comme ceux avec la Coalition LEAF, le Secrétariat de ART-TREES, Winrock. Le pays a également participé à d'autres rencontres internationales comme les sessions des comités et sous-comités des Fonds d'investissement climatique (CIF) et nationales.</li> </ul>
Mise en œuvre, suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• De larges consultations ont été conduites lors de l'auto-évaluation. Les conclusions de l'auto-évaluation se trouvent dans le rapport de l'auto-évaluation transmis à la Banque Mondiale avec le dossier du "R-Package". Plusieurs outils de consultation ont également été développés.</li> <li>• Le suivi des activités a été assuré.</li> <li>• Les coûts opérationnels ont été supportés et de nombreux équipements acquis tels que : des véhicules quatre (04) roues dont huit (08) véhicules et un (01) mini bus pour les missions de terrain et des équipements informatiques et de bureau.</li> </ul>

### 3. Leçons apprises

Comme leçons positives, on peut noter :

- l'engagement politique qui a été déterminant et qui a fait du processus REDD+, un pilier du développement durable au Burkina Faso. Malgré les difficultés socio-politiques qu'a connues le pays, toutes les administrations qui se sont succédées ont démontré un soutien sans faille au développement du processus REDD+ ;
- l'appropriation du processus REDD+ par les acteurs de toutes les couches sociales est une garantie de succès du processus. La mobilisation des acteurs autour du processus REDD+ a été mémorable. Des agents de l'administration publique, le secteur privé, la société civile, des parlementaires, des journalistes, des universités, des musiciens... se sont appropriés le processus REDD+ ;
- un bon ancrage institutionnel est fondamental pour la pérennisation du processus et de ses acquis et cela doit être pensé dès les étapes initiales de développement du processus ;
- la prise en compte de la REDD+ dans les politiques sectorielles faisant de ses objectifs, des missions régaliennes des administrations sectorielles est un facteur clé de durabilité.

Comme leçons négatives on peut noter :

- les financements insuffisants aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale pour créer sur l'ensemble du territoire, les conditions habilitantes et investir dans l'inversion des tendances de perte des superficies forestières. Cela amène à l'adoption d'approches progressives qui ont parfois pour conséquence, la perte de la consistance dans les interventions.
- les procédures de passation des marchés lourdes qui entraînent des pertes de temps considérables et parfois, de l'inefficacité.

#### 4. Coût du projet par activité du don de préparation

Activités	Montant à l'approbation (USD)	Réel à la clôture du projet (USD)	Pourcentage d'approbation
Activité 1 : Intégration de la REDD+ dans les stratégies sectorielles	560,000	410,000	100%
Activité 2 : Cadre de mise en œuvre et de concertation pour la REDD+	1,280,000	1,280,000	100%
Activité 3 : Développement de la Stratégie nationale REDD+	370,000	370,000	100%
Activité 4 : Système de suivi des forêts, du carbone et des co-bénéfices	360,000	360,000	100%
Activité 5 : Partage de connaissances	0	150,000	100%
Activité 6 : Mise en œuvre, suivi et évaluation	500,000	500,000	100%